

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99.365

9 août 1999

(99-3381)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement - Direction de la prévention des pollutions et des risques - Services de l'environnement industriel L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [X], 5.6.2 [], 5.7.1 [X], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Distributeurs d'essence dans les stations-service
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils liées au ravitaillement en essence des véhicules à moteur dans les stations-service (11 pages)
6.	Teneur: Cet arrêté vise les stations-service nouvelles d'un débit compris entre 500 m ³ /an et 3 000 m ³ /an d'essence. Il fixe à ces installations des dispositions techniques concernant les systèmes de récupération de vapeurs pour garantir une efficacité de 80 pour cent. Il fixe également les modalités de contrôle périodique de ces équipements.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Depuis le Protocole de Genève (novembre 1991), il est confirmé que les émissions de composés organiques volatils (COV) contribuent à la formation de l'ozone troposphérique et de la pollution photochimique. Si les émissions de COV dans la chaîne de distribution de l'essence des terminaux aux stations-service ont fait l'objet d'une directive européenne, il n'existe pas de réglementation communautaire pour les émissions de COV lors du ravitaillement en essence des véhicules à moteur dans les stations-service. Plusieurs pays européens ont élaboré une réglementation nationale spécifique sur ce domaine. En France, la Loi du 31 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie a initié la nécessité de limiter ces émissions de COV pour les stations-service nouvelles et existantes d'un débit supérieur à 3 000 m ³ /an. Cet arrêté complète l'action menée par la Loi sur l'air pour les stations-service nouvelles d'un débit compris entre 500 m ³ /an et 3 000 m ³ /an.

8.	Documents pertinents:
9.	Date projetée pour l'adoption: 1 ^{er} octobre 1999 Date projetée pour l'entrée en vigueur:
10.	Date limite pour la présentation des observations: 1 ^{er} octobre 1999
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: (CINORTECH)